

7 juin 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE  
ET LE DÉVELOPPEMENT**

**RÉUNION MINISTÉRIELLE INTERNATIONALE  
DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL**

**PARTICIPATION EFFECTIVE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT  
SANS LITTORAL AU SYSTÈME DU COMMERCE MULTILATÉRAL**

**Rapport du secrétariat de la CNUCED**

**Première partie**

## Table des matières

Introduction .....	3
Les pays en développement sans littoral dans le système du commerce mondial ....	4
Aperçu économique général .....	4
a) Commerce de marchandises .....	7
b) Commerce de services .....	8
Orientation du commerce .....	9
Investissement étranger direct .....	9
Tableaux et graphique	
Tableau 1: Indicateurs de base des pays en développement enclavés, 2003 .....	12
Tableau 2: Composition et croissance du PIB des pays en développement enclavés, 1990-2003 .....	13
Tableau 3: Valeur et part du commerce des pays en développement enclavés .....	14
Tableau 4: Importance des échanges des pays en développement enclavés, par pays, moyenne 2000-2002 .....	15
Tableau 5: Structure du commerce de marchandises des pays en développement enclavés, par catégories de produits .....	16
Tableau 6: Part des principaux partenaires commerciaux des pays en développement enclavés, en pourcentage, 2003 .....	17
Graphique 1: Structure des exportations et des importations de marchandises des pays en développement enclavés, 1993 et 2002 .....	19
Documents de référence .....	20

## Introduction

1. Les pays en développement sans littoral (ou pays en développement enclavés) sont largement dispersés sur le globe: 15 sont situés en Afrique, 12 en Asie, 2 en Amérique latine et 2 en Europe centrale et orientale. Sur quelque continent qu'il se trouve, chacun de ces 31 pays en développement enclavés connaît les mêmes problèmes: éloignement géographique et coûts de transport élevés dans les transactions du commerce international. Mais ces pays ont aussi un but en commun, à savoir intégrer leur économie dans le système du commerce mondial de manière à pouvoir tirer des avantages plus nombreux du commerce international. Pour ce faire, ils doivent relever les mêmes défis, à savoir mobiliser massivement des investissements pour renforcer les capacités de production locales et moderniser leur infrastructure.

2. La communauté internationale se penche depuis plusieurs décennies sur les contraintes spécifiques des pays enclavés pour ce qui est du développement<sup>1</sup>. La CNUCED s'occupe de la question des pays en développement sans littoral depuis sa création en 1964, quand les besoins et les problèmes particuliers de ces pays ont été inscrits à l'ordre du jour de la première conférence. Plus récemment, la Déclaration du millénaire des Nations Unies a «invité les donateurs bilatéraux et multilatéraux à accroître leur aide technique et financière à ce groupe de pays pour répondre à leurs besoins particuliers de développement et les aider à surmonter les contraintes géographiques» et à «créer un environnement – aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial – qui favorise le développement et l'élimination de la pauvreté»<sup>2</sup>. Les résolutions adoptées dans le cadre des grandes conférences des Nations Unies<sup>3</sup> ont donné une impulsion supplémentaire à ce processus.

3. La Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral, des pays de transit et des pays donateurs et institutions internationales financières et de développement sur la coopération pour le transport en transit a été tenue au Kazakhstan en août 2003. Les participants à cette conférence ont formulé la Déclaration et adopté le Programme d'action d'Almaty<sup>4</sup>, qui reconnaissent dans le commerce international et la facilitation de ce commerce un domaine d'action prioritaire dans un nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays en développement sans littoral et de transit.

4. Tant par la Déclaration ministérielle adoptée lors de la réunion ministérielle des pays en développement sans littoral convoquée avant la CNUCED XI que par le Consensus de São Paulo

---

<sup>1</sup> L'une des premières résolutions à traiter de cette question fut la résolution 1028 (XI) de l'Assemblée générale, adoptée en février 1957. A cette époque on ne comptait que cinq pays sans littoral indépendants et souverains.

<sup>2</sup> Nations Unies, Déclaration du millénaire, A/RES/55/2, 18 septembre 2000.

<sup>3</sup> Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Bruxelles, 2001), Conférence internationale sur le financement du développement (Monterrey, 2002) et Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002).

<sup>4</sup> Résolution 58/20 du 23 décembre 2003 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

adopté à l'occasion de la CNUCED XI<sup>5</sup>, la communauté internationale a été invitée à renforcer ses efforts de développement au bénéfice des pays en développement enclavés.

5. À la cinquième Réunion ministérielle annuelle des pays en développement sans littoral, tenue à New York en septembre 2004, les représentants de pays en développement enclavés ont décidé d'organiser une réunion de leurs ministres du commerce extérieur avant la sixième réunion ministérielle de l'OMC et ont demandé, notamment, à la CNUCED de leur apporter son concours dans leurs travaux préparatoires, en particulier en ce qui concerne l'analyse des défis à relever par les pays en développement enclavés dans le domaine du commerce international et la formulation des options politiques pour une participation plus efficace de leurs pays aux nouvelles négociations commerciales.

6. Le présent rapport constitue la première partie de la contribution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à la Conférence de 2005 des ministres du commerce extérieur des pays en développement sans littoral. Il donne une vue d'ensemble de la situation économique des pays en développement enclavés au début du nouveau millénaire et analyse les résultats commerciaux récents de ces pays. La deuxième partie de la contribution de la CNUCED à la Conférence ministérielle analyse les aspects des négociations commerciales multilatérales en cours qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement enclavés.

## **Les pays en développement sans littoral dans le système du commerce mondial**

### **Aperçu économique général**

7. Les pays en développement sans littoral, en tant que groupe, comptent parmi les pays en développement les plus pauvres. Ils doivent relever des défis immenses en matière de croissance et de développement en raison d'une large palette de facteurs, notamment de capacités institutionnelles et productives faibles, de l'étroitesse du marché intérieur, et de leur vulnérabilité particulière aux chocs externes, aussi bien que d'infrastructures physiques peu développées et de l'éloignement des marchés mondiaux. Ce dernier facteur en particulier se traduit par des coûts de transaction élevés pour le commerce extérieur<sup>6</sup>, qui entravent leurs efforts pour surmonter la pauvreté et améliorer la situation économique et sociale de leur population.

---

<sup>5</sup> Voir le Rapport de la CNUCED sur sa onzième session tenue à São Paulo (Brésil) du 13 au 18 juin 2004, TD/412, annexe IV.

<sup>6</sup> Les coûts commerciaux *ad valorem*, incluant le fret et l'assurance pour les exportations, sont plus élevés dans les pays en développement enclavés (12,9 %) que dans les autres pays en développement (8,1 %) et que dans les pays développés (5,8 %), en raison de la majoration des coûts de transit et des risques liés aux exportations des pays en développement enclavés. Voir CNUCED, *Amélioration des systèmes de transit et développement économique des pays en développement sans littoral et de transit: difficultés et perspectives*, CNUCED/LDC/2003/8, Genève, 2003.

8. Sur les 31 pays en développement sans littoral, 15 sont situés en Afrique, 12 en Asie, 2 en Amérique latine et deux en Europe centrale et orientale. Seize d'entre eux, soit plus de la moitié, entrent également dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

9. Presque tous les pays en développement enclavés se caractérisent par un faible PIB par habitant, ce qui traduit le bas niveau de revenu, une capacité limitée d'épargne et un niveau généralement médiocre de développement économique. Tandis que le PIB moyen par habitant dans les pays en développement enclavés était d'environ 415 dollars en 2003, il varie considérablement d'une région à l'autre, les pays concernés d'Asie et d'Afrique étant les plus pauvres (231 et 235 dollars par habitant respectivement). Le PIB par habitant des pays en développement enclavés de l'Europe du sud-est et de la Communauté des Etats indépendants (CEI) d'une part, et d'Amérique latine de l'autre est en moyenne plus du double de celui du groupe entier, s'élevant à 943 et 928 dollars respectivement.

10. Seuls cinq pays en développement enclavés, à savoir le Botswana, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Kazakhstan, le Swaziland et le Turkménistan, ont un PIB par habitant supérieur au niveau moyen du PIB par habitant de l'ensemble des pays en développement, qui s'établit à 1 438 dollars. Près des deux tiers des pays en développement enclavés ont une population relativement peu nombreuse, qui ne permet guère d'économies d'échelle en ce qui concerne les capacités locales d'approvisionnement et les marchés locaux. Par ailleurs, la plupart des pays en développement enclavés se classent dans le bas de l'échelle pour ce qui est de l'indice du développement humain du PNUD, situation imputable à un éventail de contraintes de développement social, notamment niveaux élevés de pauvreté, systèmes d'éducation et de santé peu développés, faible espérance de vie et bas pouvoir d'achat (voir tableau 1).

11. De manière évidente le groupe des pays en développement enclavés a accusé de mauvais résultats depuis les années 90 en termes de croissance économique et de développement. Avec un taux annuel de croissance de 0,6 % en moyenne pour la période allant de 1990 à 2003, la progression du PIB a presque stagné dans ces pays, rivalisant mal avec les taux moyens de croissance annuelle de 2,6 % pour l'ensemble du monde et de 4,4 % pour l'ensemble des pays en développement (voir tableau 2).

12. Dans le contexte de la poursuite d'un accroissement rapide de la population dans la plupart des pays en développement enclavés, les médiocres résultats économiques d'ensemble se traduisent par une baisse du PIB par habitant pour ce groupe de pays sur la période 1990-2003. Le déclin annuel moyen du revenu par habitant, de 1,6 %, a affecté la situation de la plupart des ménages, aggravant les niveaux de pauvreté et réduisant la demande dans son ensemble dans ces pays. Récemment néanmoins la situation s'est légèrement redressée pour le groupe, principalement en raison de la reprise économique dans les pays en développement enclavés exportateurs de pétrole d'Asie centrale et dans certains pays d'Afrique.

13. La plupart des pays en développement enclavés, en particulier en Afrique, continuent d'être étroitement tributaires de la production et du commerce de produits de base, principalement de produits agricoles. Toutefois les tendances de la croissance agricole restent très volatiles dans ces pays. Les aléas climatiques sont souvent aggravés par les effets négatifs de l'insuffisance des investissements dans les aménagements d'irrigation, les machines agricoles et les engrais, ainsi que dans les équipements pour la récolte et l'entreposage. Des facteurs externes, comme la forte volatilité des prix sur les marchés internationaux et la stagnation de la

demande mondiale des principaux produits d'exportation de ces pays, ajoutés à leur compétitivité internationale réduite du fait des coûts de transaction plus élevés, se sont ajoutés à la médiocre performance économique des pays en développement enclavés.

### **Le commerce extérieur**

14. L'absence d'accès du territoire à la mer, l'éloignement et les difficultés d'accès aux marchés mondiaux entraînent des coûts de transport sensiblement plus élevés pour les pays en développement enclavés et entament leur compétitivité dans le commerce international. Par ailleurs ces coûts élevés de transaction portent un préjudice grave au développement de leurs activités d'exportation et limitent la gamme des exportations et les marchés potentiels vers lesquels les produits pourraient être écoulés avec profit. Les prix des importations sont quant à eux grevés par des coûts élevés de transport en transit.

15. En 1990, les parts des pays en développement enclavés dans le commerce mondial de biens et de services ont été de 0,37 % et de 0,43 % respectivement. Avec l'émergence de nouveaux pays en développement sans littoral en Europe centrale et orientale et en Asie centrale au début des années 90, cette part a sensiblement augmenté. Cependant depuis 1993 la part des pays en développement enclavés dans le commerce international est demeurée inchangée, et s'élevait à 0,57 % pour le commerce de biens et à 0,64 % pour les services en 2002, pour des valeurs totales de 73,9 et 20,8 milliards de dollars respectivement (voir tableau 3).

16. En pratique en 2002 la valeur du commerce total de marchandises de l'ensemble des 31 pays en développement enclavés a été de près de 25 fois inférieure à la valeur des échanges des Etats-Unis, et légèrement inférieure à celle du commerce de la Turquie. Seuls l'Azerbaïdjan, le Botswana, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Zimbabwe ont enregistré des exportations de marchandises supérieures à 2 milliards de dollars en 2002, soit 63 % des exportations totales de marchandises du groupe de pays considéré<sup>7</sup>. La valeur totale des exportations de la plupart des autres pays en développement enclavés est trop insignifiante pour influencer l'évolution des prix et du marché de leurs principaux produits d'exportation; ils se trouvent donc en situation de subir les prix plutôt que de les influencer.

17. Tandis que les pays en développement enclavés sont des acteurs marginaux du commerce au niveau mondial, le commerce international n'en est pas moins d'une importance critique pour leur économie nationale. Leur «ouverture», mesurée à leur niveau d'exposition économique au reste du monde, est grande. Pour le groupe dans son ensemble, les exportations et importations de biens et de services ont représenté en moyenne environ 81 % de la somme des PIB des pays dans la période 2000-2002, soit une valeur beaucoup plus élevée que le ratio observé pour les pays en développement à revenu moyen ou faible, ou celui des pays à haut revenu de l'OCDE. Dans plusieurs pays en développement enclavés, y compris le Lesotho, la République de Moldova, la Mongolie, le Swaziland, le Tadjikistan et le Turkménistan, le rapport volume du commerce/PIB dépasse la valeur de 100 % (voir tableau 4).

---

<sup>7</sup> Le Botswana bénéficie grandement de ses exportations de pierres précieuses, marchandises peu encombrantes et de grande valeur s'il en est, caractéristiques qui justifient de les transporter par fret aérien, ce qui annule les inconvénients du fait que le pays est enclavé. Le Zimbabwe bénéficie de la proximité de l'Afrique du Sud, tandis que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan sont exportateurs de pétrole; l'Ouzbékistan exporte de l'or et du coton.

18. De même les exportations de marchandises rapportées à la population au Botswana, au Kazakhstan, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au Swaziland et au Turkménistan sont plus élevées que la moyenne correspondante pour les pays en développement, le Botswana et le Swaziland dépassant même 1 000 dollars par habitant (voir tableau 1).

19. Le rapport élevé commerce extérieur/PIB des pays en développement enclavés signifie que le commerce international y joue un rôle significatif et que leurs économies sont largement exposées au système marchand mondial, sans pour autant être en mesure d'exercer une quelconque influence sur les tendances des prix ou des marchés.

20. En outre il est aussi à noter que les exportations de biens et de services représentent une proportion du PIB inférieure à celle des importations correspondantes, le fait reflétant la capacité limitée d'exportation de ces pays. Dans la période 2000-2002 par exemple, au Burundi, au Tchad et au Rwanda les importations ont été en excès des exportations de trois fois et plus. Dans tous les autres pays en développement enclavés, à l'exception du Botswana, du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Zimbabwe, les importations sont de manière significative en excès des exportations. C'est pourquoi en tant que groupe les pays en développement enclavés présentent un déficit commercial, qui pèse sur les balances des paiements nationales.

#### **a) Commerce de marchandises**

21. L'émergence de pays en développement sans littoral nouvellement indépendants, sortis du giron de l'ancienne Union soviétique, en particulier de pays riches en ressources comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, a changé depuis le début des années 90 la structure des exportations de marchandises du groupe des pays en développement enclavés. La part des exportations de pétrole des pays en développement enclavés a été multipliée par plus de quatre, tandis que la part des exportations de matières premières agricoles s'est trouvée divisée par près de trois entre 1993 et 2002. Les exportations de produits alimentaires et de minerais et métaux ont également diminué depuis 1993, tandis que les exportations de produits manufacturés ont légèrement augmenté. Actuellement plus de 50 % des exportations cumulées de l'ensemble des pays en développement enclavés portent sur des produits primaires ou des matières premières peu transformées. Les produits manufacturés comptent pour environ 30 %, et les exportations alimentaires pour 14 % dans les exportations totales des pays en développement enclavés (voir graphique 1).

22. Le commerce extérieur de la plupart des pays en développement sans littoral se caractérise par une concentration élevée sur un petit nombre de produits, principalement des produits primaires. Les produits pétroliers forment la catégorie la plus importante des exportations de marchandises des pays en développement enclavés. Trois pays gros exportateurs de pétrole (Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan) ont compté pour environ 42 % dans les exportations totales des pays en développement enclavés en 2002. Les minéraux d'exportation autres que les produits pétroliers et le gaz sont principalement l'aluminium (Arménie), le minerai de cuivre (Botswana, Mongolie, Zambie), l'or (Arménie, Mali, Mongolie, Ouzbékistan, Zimbabwe), le nickel (Botswana), les pierres précieuses (Botswana) et le zinc (Zambie). La plupart de ces minéraux ont souffert de prix mondiaux en baisse au cours des années 90, et les pays exportateurs ont dû accroître les volumes exportés pour ne pas creuser leur déficit commercial en regard d'importations à valeur constante (voir tableau 5).

23. Les exportations de quelques pays en développement enclavés se composent pour une part significative de produits manufacturés. C'est notamment le cas pour l'Arménie, le Botswana, le Lesotho, le Népal et le Swaziland, qui viennent en tête du groupe à cet égard<sup>8</sup>. Indépendamment des exportations d'articles manufacturés de l'Arménie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, il s'agit principalement d'articles à faible coefficient de technologie, notamment textiles, produits en cuir et articles d'artisanat, qui font l'objet d'une forte concurrence sur le marché international. Le changement des goûts ou de la demande des consommateurs et le renforcement de la concurrence dans le secteur du textile et du vêtement avec l'intégration échelonnée de ces produits dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements posent de nouveaux défis et ouvrent des perspectives nouvelles pour plusieurs pays en développement enclavés en ce qui concerne la diversification de leurs exportations et une transformation à plus forte valeur ajoutée.

24. La structure par produits des importations des pays en développement enclavés est demeurée en grande partie inchangée depuis 1993. Les produits manufacturés continuent à dominer dans les importations de ces pays, à hauteur d'environ les deux tiers des importations totales. Les articles alimentaires sont le deuxième poste d'importation (13 %). Les produits énergétiques comptent pour 12 % dans les importations totales, du fait de la forte dépendance de pays comme le Kirghizistan, le Mali, la République de Moldova et la Mongolie vis-à-vis des importations de pétrole. La composition par produits des importations reflète l'étroitesse de la base manufacturière et, en général, les contraintes sérieuses d'approvisionnement qui caractérisent les économies des pays en développement enclavés.

#### **b) Commerce de services**

25. Les exportations de services qui ne souffrent pas de la distance ou d'autres obstacles au commerce, comme le tourisme, les services mettant en œuvre directement les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou les services utilisant ces technologies sont l'occasion de surmonter les contraintes commerciales dues à l'éloignement et à la dépendance vis-à-vis des voies de transit et du trafic en transit. Mais jusqu'ici les pays en développement enclavés n'ont joué qu'un rôle très marginal dans le commerce international des services. Mis à part le tourisme, qui n'a de véritable importance économique que dans quelques pays en développement enclavés (Bhoutan, Botswana, Népal, Ouganda), la portée des services exportables est encore très limitée dans la majorité d'entre eux et la valeur totale correspondante est basse. En 2002, les exportations de services des pays en développement enclavés en tant que groupe se sont élevées à 7,7 milliards de dollars. La plupart des pays du groupe ont été importateurs nets de services. Les importations totales de services se sont élevées à 13 milliards de dollars cette même année<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Cette part s'élève pour l'Arménie à 63,8 %, pour le Lesotho à 87,4 %, pour l'ex-République yougoslave de Macédoine à 71,7 %, pour le Népal à 66,7 % et pour le Swaziland à 76,4 %.

<sup>9</sup> Il convient de noter que les caractéristiques actuelles des statistiques internationales sur le commerce des services ne permettent pas d'analyser de manière complète les tendances des exportations et des importations dans ce secteur. Nous limitons donc notre propos, autant que possible, aux tendances générales et nous nous gardons de formuler des conclusions à ce sujet.



26. Parmi les différents types de services d'exportation, le tourisme est le secteur le plus important, suivi par les exportations de services de transport et de services de gouvernement. C'est la croissance des exportations de services de communications qui a été la plus dynamique, mais la part relative et la valeur de ce secteur restent modestes. Les exportations d'autres services, notamment financiers et d'assurance, de construction et de technologies de l'information sont insignifiantes.

27. Pour ce qui est des importations, les pays en développement enclavés importent principalement des services de transports et de voyages, alors que les autres importations de services, par exemple dans le secteur de la construction et des loisirs, sont marginales.

### **Orientation du commerce**

28. Le commerce extérieur de la plupart des pays en développement enclavés est relativement peu diversifié, aussi bien en termes de produits comme on l'a vu ci-dessus qu'en termes de partenaires commerciaux. Les pays en développement enclavés n'ont de transactions commerciales internationales de marchandises qu'avec un nombre restreint de pays. En moyenne les cinq plus gros partenaires commerciaux rendent compte d'au moins 60 % des exportations de la plupart des pays en développement enclavés (voir tableau 6). Les pays voisins (de transit) absorbent souvent une grande part des exportations et des importations des pays en développement enclavés, comme l'illustrent le cas du Paraguay (59 % du total des exportations et 57 % du total des importations se font avec les pays voisins) et celui de la Mongolie (53 % du total des exportations et 55 % du total des importations se font avec les pays voisins).

29. Le commerce Sud-Sud des pays en développement enclavés s'est sensiblement accru depuis 1993; il représente 35 % des exportations totales et 42 % des importations totales des pays en développement enclavés. En particulier certains pays en développement d'Asie et d'Amérique latine ont émergé en tant que partenaires commerciaux dynamiques de pays en développement enclavés. Côté importations, divers pays en développement d'Asie, de même que des pays de la CEI et d'Europe centrale et orientale sont devenus des sources importantes d'approvisionnement pour certains pays en développement enclavés.

30. Bien que les pays développés continuent d'être les principaux partenaires commerciaux des pays en développement enclavés, leurs parts dans les exportations et les importations ont chuté de 46 % à 39 % et de 45 % à 33 %, respectivement, au cours de la période 1993-2003. L'Union européenne est toujours le partenaire commercial principal des pays en développement enclavés, bien que sa part ait considérablement diminué au cours de la dernière décennie. La part du Japon dans les exportations des pays en développement enclavés s'est réduite de moitié, tandis que sa part dans les importations de ces pays diminuait de presque trois quarts.

### **Investissement étranger direct**

31. Les pays en développement sans littoral ont besoin d'investissements significatifs, en particulier pour développer et renforcer leurs capacités de production et leurs infrastructures, mais ceux-ci ne peuvent pas être générés localement en raison de la faible capacité intérieure d'épargne. L'investissement étranger direct (IED) est donc appelé à jouer un rôle déterminant dans le développement de ces pays.

32. Or les pays en développement enclavés ne sont pas une cible de choix pour l'investissement étranger direct. Le flux entrant combiné d'IED pour l'ensemble des pays en développement enclavés s'est élevé à 6,4 milliards de dollars, soit approximativement les quatre cinquièmes de l'IED arrivé à Singapour en 2002<sup>10</sup>. Outre le petit volume de l'IED dirigé vers les pays en développement enclavés, la ventilation de l'investissement par secteurs dans plusieurs de ces pays montre que l'investissement est principalement dirigé vers les activités des secteurs primaire et secondaire, répondant souvent à des incitations visant l'accès au marché de la part de pays développés, avec par exemple la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGO) adoptée aux Etats-Unis. Le secteur des services, dont les produits sont en grande partie insensibles à la distance (par exemple les services des centres d'appels téléphoniques, de traitement de données et de comptabilité), occupe en général une place très modeste dans les flux d'IED vers les pays en développement enclavés.

33. Les pays en développement enclavés semblent présenter pour l'IED des obstacles nombreux, qui vont de l'éloignement et du manque d'accès direct aux ports maritimes à l'étroitesse de la base de ressources et à la petitesse du marché intérieur. L'impact des coûts et du temps de transport des marchandises exportables, et l'absence d'économies d'échelle du côté tant de l'offre que de la demande rendent ces pays moins attrayants pour l'IED, en particulier pour les investissements qui portent sur des transactions d'exportation et d'importation et recherchent avant tout l'efficacité, ou des ressources locales, ou encore auraient besoin de trouver des débouchés sur le marché local<sup>11</sup>.

34. La mise en place d'une infrastructure efficace de transport dans les pays en développement enclavés et au même titre dans les pays de transit est assurément de première importance pour mieux relier ces pays au marché mondial. Mais le coût économique élevé tout comme le succès limité remporté par l'aide déjà apportée à ces pays pour qu'ils passent à la vitesse supérieure en matière d'échelle, de compétitivité et d'accès aux technologies et aux marchés – autant de facteurs nécessaires pour produire des biens plus efficacement – semblent indiquer que cette approche doit être épaulée par d'autres politiques.

35. La tendance à des contenus accrus de connaissances et d'information dans la composition de la valeur ajoutée incluse dans les biens et les services exportables ouvre de nouvelles possibilités pour les pays en développement enclavés, et pourrait contribuer à atténuer les effets de la distance et de l'éloignement comme obstacles à l'IED. Les efforts des pays en développement enclavés pour attirer l'IED devraient donc se concentrer sur la promotion des secteurs qui produisent des biens et des services à forte intensité de connaissances et d'information.

36. Mais la concrétisation des avantages spécifiques au lieu géographique qui pourraient permettre aux pays en développement enclavés de mieux bénéficier de l'économie mondiale émergente des connaissances et des services a des préalables<sup>12</sup>. En premier lieu, il est nécessaire

---

<sup>10</sup> CNUCED, *Manuel de statistiques*, 2003.

<sup>11</sup> CNUCED, *FDI in Landlocked Developing Countries at a Glance*, New York/Genève 2003.

<sup>12</sup> Ibid., p. 7ff.

de générer aussi bien des compétences que des capacités technologiques locales qui aideraient à attirer l'investissement étranger direct. Le faible coût du travail dans certains pays en développement enclavés peut être un avantage important, en particulier en ce qui concerne les activités semi-qualifiées qui pourraient être délocalisées et dont les produits se prêtent au transfert électronique (par exemple centraux d'appels téléphoniques, traitement de données, services comptables). Par ailleurs les pays en développement enclavés devraient se doter d'une infrastructure appropriée de TIC, ce qui en soi serait un secteur attrayant pour l'IED.

37. Les pays en développement enclavés se doivent donc de participer de manière volontariste aux négociations multilatérales en cours sur les services en vue de la formulation d'accords qui les aident à attirer l'investissement étranger direct vers le secteur des services.

38. Une autre manière de surmonter les obstacles à l'IED, en particulier ceux qui tiennent à la petite taille des marchés locaux, pourrait consister à renforcer l'intégration régionale et à mettre en place des zones de marché commun qui associent les pays en développement sans littoral et les pays de transit voisins. Cette approche suppose de changer de référentiel pour aborder les problèmes des pays en développement enclavés, et de renoncer à mesurer la distance à la mer pour s'intéresser davantage à la distance au marché. De ce point de vue, nombre de pays en développement enclavés paraissent bien moins défavorisés en termes de situation géographique. Ils pourraient à l'inverse se transformer en plaques tournantes de l'activité économique régionale et élarger, avec le temps, le succès économique de certains pays sans littoral européens qui ont su compenser l'inconvénient de leur position géographique en l'espace de deux générations. Dans cette hypothèse, la dynamique d'un commerce sous-régional et régional croissant peut faire que des pays en développement enclavés deviennent eux aussi des pays de transit.

39. Dans cette perspective encore les pays en développement sans littoral devront s'assurer que les résultats des négociations commerciales multilatérales en cours reflètent leur situation et leurs besoins spécifiques, et permettent la souplesse voulue pour mettre en place des dispositions régionales qui aident les pays concernés à traiter des problèmes particuliers qui sont difficiles à résoudre individuellement, à l'échelon des pays.

**Tableau 1. Indicateurs de base des pays en développement enclavés, 2003**

Pays et groupes	Superficie (km <sup>2</sup> )	Population (milliers)	PIB <sup>a</sup> (millions de dollars)	PIB p. h. (dollars)	Exportations de marchandises p. h. (dollars)	Rang <sup>b</sup> de l'IDH
Monde	136 026 238	6 301 463	36 214 885	5 747	1 181,3	
Économies développées	32 473 975	949 887	28 291 096	29 784	5 056,6	
Économies en développement	80 828 540	5 016 745	7 212 862	1 438	480,6	
Pays à revenu élevé	13 407 712	321 787	2 524 168	7 844	3 695,1	
Pays à revenu intermédiaire	24 162 578	781 322	1 867 438	2 390	625,0	
Pays à revenu faible	43 258 250	3 913 636	2 821 256	721	187,4	
PMA	20 740 909	718 858	258 495	360	61,5	
Pays en développement enclavés	16 313 262	352 418	146 280	415	121,2	
Pays en développement enclavés d'Amérique du Sud		14 686	13 625	928	208,4	
Bolivie	1 098 581	8 808	7 738	878	178,6	114
Paraguay	406 752	5 878	5 887	1 002	253,0	89
Pays en développement enclavés d'Afrique		202 633	47 629	235	58,2	
Botswana	581 730	1 785	7 111	3 984	1 701,5	128
Burkina Faso*	274 000	13 002	3 821	294	25,1	175
Burundi*	27 834	6 825	590	86	5,5	173
Éthiopie*	1 104 300	70 678	6 436	91	8,7	170
Lesotho*	30 355	1 802	1 070	594	264,7	145
Malawi*	118 484	12 105	1 912	158	40,2	165
Mali*	1 240 192	13 007	3 874	298	71,5	174
Niger*	1 267 000	11 972	2 723	227	28,3	176
Ouganda*	241 038	25 827	6 249	242	21,8	146
République centrafricaine*	622 984	3 865	1 257	325	22,3	169
Rwanda*	26 338	8 387	1 549	185	6,6	159
Swaziland	17 364	1 077	1 781	1 653	1 067,0	137
Tchad*	1 284 000	8 598	2 495	290	35,0	167
Zambie*	752 618	10 812	4 305	398	95,1	164
Zimbabwe	390 757	12 891	2 456	191	182,6	147
Pays en développement enclavés d'Asie		59 569	13 775	231	31,6	
Afghanistan*	652 090	23 897	3 991	167	8,5	-
Bhoutan*	47 000	2 257	684	303	47,9	134
Mongolie	1 566 500	2 594	1 197	461	204,0	117
Népal*	147 181	25 164	5 860	233	26,3	140
Rép. dém. pop. Lao*	236 800	5 657	2 043	361	66,8	135
Pays en développement enclavés d'Europe centrale et orientale et de la CEI		75 530	71 251	943	344,0	
Arménie	29 800	3 061	2 769	905	221,5	82
Azerbaïdjan	86 600	8 370	7 138	853	309,7	91
Ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	25 713	2 056	4 575	2 225	657,1	60
Kazakhstan	2 724 900	15 433	27 554	1 785	835,9	78
Kirghizistan	199 900	5 138	1 911	372	113,2	110
Ouzbékistan	447 400	26 093	8 815	338	142,2	107
République de Moldova	33 851	4 267	1 957	459	205,1	113
Tadjikistan	143 100	6 245	1 554	249	133,3	116
Turkménistan	488 100	4 867	14 978	3 078	506,5	86

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED basés sur le *Manuel de statistiques de la CNUCED*, 2004.

<sup>a</sup> Les valeurs du PIB sont exprimées aux prix et cours de change courants.

<sup>b</sup> PNUD, Rapport sur le développement humain, 2004.

\* PMA enclavés.

**Tableau 2. Composition et croissance du PIB des pays en développement enclavés, 1990-2003**

Pays et groupes	Croissance du PIB, pourcentage						Part des principaux secteurs dans le PIB, pourcentage, 2002		
	1990-2000		1995-2000		1990-2003		Agriculture	Industrie	Services
	PIB Total	Par habitant	PIB Total	Par habitant	PIB Total	Par habitant			
Monde	2,6	1,1	3,2	1,8	2,6	1,2	3,8	27,4	67,1
Économies développées	2,5	1,9	3	2,5	2,4	1,9	1,7	25,0	72,0
Économies en développement	4,7	3	4	2,3	4,4	2,7	11,6	36,4	49,3
PMA	4,2	1,5	5,3	2,8	4,6	2	34,1	21,6	40,5
Pays en développement enclavés	-1,3	-3,5	3,5	1,2	0,6	-1,6	22,0	29,3	43,2
Afghanistan	-4,0	-8,1	-6	-7,8	-4,3	-7,9	58,7	20,8	18,0
Arménie	-1,9	-0,5	5,1	6,5	1,4	2,7	23,6	33,2	34,8
Azerbaïdjan	-6,3	-7,5	7,3	6,3	-1,5	-2,7	13,8	44,5	32,2
Bhoutan	6,2	4,2	6,6	3,9	6,4	4,1	33,6	37,0	31,3
Bolivie	4	1,7	3,5	1,3	3,5	1,3	12,7	25,7	52,4
Botswana	4,8	2,3	6	3,8	5,1	2,8	2,5	47,3	47,0
Burkina Faso	5,1	2,1	5,4	2,4	5,1	2,1	33,3	19,7	43,6
Burundi	-2,6	-3,5	-0,4	-1,1	-1,4	-2,7	47,8	15,2	30,9
Éthiopie	4,5	1,5	4,7	2	4,4	1,5	44,5	11,1	44,7
Ex-Rép. Yougoslave de Macédoine	-0,8	-1,4	3	2,4	-0,1	-0,7	10,2	25,1	51,4
Kazakhstan	-4,1	-3,4	1,9	3,1	-0,6	0,2	8,0	35,8	50,5
Kirghizistan	-4,1	-5,1	5,4	3,8	-1,4	-2,6	34,4	21,3	36,4
Lesotho	3,9	2,5	2,2	1	3,4	2,3	16,0	37,0	39,9
Malawi	4,2	2,4	2,7	0,1	3,3	1,3	32,2	20,2	46,9
Mali	5,2	2,3	6,6	3,7	5,1	2,2	43,0	20,4	36,6
Mongolie	1,0	-0,1	2,9	2	1,7	0,5	20,7	22,5	59,7
Népal	4,9	2,5	4,6	2,2	4,5	2,1	38,0	20,0	37,9
Niger	2,6	-0,9	3,1	-0,4	2,8	-0,7	40,3	17,1	42,6
Ouganda	7,3	4,2	6,7	3,6	6,9	3,8	28,9	20,1	41,9
Ouzbékistan	-0,2	-2,1	4,1	2,3	1,3	-0,6	27,3	22,7	36,9
Paraguay	2,2	-0,4	0,7	-1,8	1,7	-0,9	23,6	25,1	51,3
République centrafricaine	2	-0,4	3,1	1	2,1	-0,1	52,3	17,6	33,6
République de Moldova	-11,2	-11,0	-2,7	-2,4	-7,0	-6,8	21,0	20,2	48,1
Rép. dém. pop. lao	6,5	3,9	6,1	3,6	6,3	3,8	49,9	24,5	23,5
Rwanda	0,1	-1,2	10,1	1	2,6	-0,2	43,7	18,8	38,9
Swaziland	3,3	1,2	3,4	1,2	3,1	1,2	11,7	32,2	28,1
Tadjikistan	-10,9	-12,1	0,9	-0,3	-5,6	-6,8	26,4	25,9	38,2
Tchad	3,2	0,2	2,9	-0,3	3,9	0,8	38,2	15,1	41,2
Turkménistan	-3,0	-5,3	4,9	2,9	0,4	-1,7	23,5	43,6	31,5
Zambie	0	-2,3	2,2	0	1	-1,1	20,0	23,5	51,7
Zimbabwe	2,3	0,4	1,9	0,4	-0,2	-1,8	17,4	23,8	58,8

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED basés sur le *Manuel de statistiques de la CNUCED*, 2004.

**Tableau 3. Valeur et part du commerce des pays en développement enclavés**

Pays et groupes	Commerce de marchandises				Commerce de services			
	1990		2002		1990		2002	
	Commerce total 10 <sup>6</sup> dollars	Part %	Commerce total 10 <sup>6</sup> dollars	Part %	Commerce total 10 <sup>6</sup> dollars	Part %	Commerce total 10 <sup>6</sup> dollars	Part %
Monde	7 104 258	100,00	12 931 215	100,00	1 690 152	100,00	3 256 947	100,00
Économies développées	5 155 712	72,57	8 669 621	67,04	1 328 504	78,60	2 394 795	73,53
Économies en développement	1 659 553	23,36	3 929 132	30,38	337 367	19,96	783 215	24,05
PMA	45 175	0,64	85 877	0,66	14 085	0,83	23 835	0,73
Pays en développement enclavés	26 331	0,37	73 869	0,57	7 238	0,43	20 816	0,64
Pays en développement enclavés d'Amérique du Sud	3 924	0,06	6 318	0,05	1 309	0,08	1 608	0,05
Bolivie	1 613	0,02	3 069	0,02	457	0,03	690	0,02
Paraguay	2 311	0,03	3 249	0,03	852	0,05	918	0,03
Pays en développement enclavés d'Afrique	18 360	0,26	24 823	0,19	5 251	0,31	3 413	0,10
Botswana	3 732	0,05	4 460	0,03	586	0,03	0	0,00
Burkina Faso	687	0,01	976	0,01	285	0,02	0	0,00
Burundi	306	0,00	160	0,00	146	0,01	49	0,00
Éthiopie	1 379	0,02	2 146	0,02	664	0,04	1 168	0,04
Lesotho	734	0,01	1 150	0,01	122	0,01	91	0,00
Malawi	992	0,01	1 102	0,01	305	0,02	271	0,01
Mali	961	0,01	1 630	0,01	459	0,03	556	0,02
Niger	671	0,01	679	0,01	271	0,02	0	0,00
Ouganda	440	0,01	1 554	0,01	195	0,01	752	0,02
Rép. centrafricaine	275	0,00	267	0,00	238	0,01	0	0,00
Rwanda	396	0,01	258	0,00	171	0,01	267	0,01
Swaziland	1 221	0,02	1 920	0,01	287	0,02	259	0,01
Tchad	474	0,01	1 181	0,01	269	0,02	0	0,00
Zambie	2 528	0,04	2 182	0,02	493	0,03	0	0,00
Zimbabwe	3 564	0,05	5 156	0,04	760	0,04	0	0,00
Pays en développement enclavés d'Asie	4 047	0,06	5 168	0,04	680	0,04	597	0,02
Afghanistan	1 171	0,02	1 051	0,01	0	0,00	0	0,00
Bhoutan	151	0,00	273	0,00	56	0,00	147	0,00
Mongolie	1 585	0,02	1 128	0,01	203	0,01	450	0,01
Népal	876	0,01	1 987	0,02	371	0,02	0	0,00
Rép. dém. pop. lao	264	0,00	729	0,01	50	0,00	0	0,00
Pays en développement enclavés d'Europe centrale et orientale et de la CEI	..	..	37 560	0,29	..	..	9 974	0,31
Arménie	..	..	1 498	0,01	..	..	409	0,01
Azerbaïdjan	..	..	3 668	0,03	..	..	1 660	0,05
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	..	..	3 040	0,02	..	..	528	0,02
Kazakhstan	..	..	16 293	0,13	..	..	5 255	0,16
Kirghizistan	..	..	1 072	0,01	..	..	283	0,01
Ouzbékistan	..	..	5 864	0,05	..	..	1 204	0,04
Rép. de Moldova	..	..	1 698	0,01	..	..	461	0,01
Tadjikistan	..	..	1 374	0,01	..	..	174	0,01
Turkménistan	..	..	3 053	0,02	..	..	0	0,00

Source: Manuel de statistiques de la CNUCED, 2004.

**Tableau 4. Importance des échanges des pays en développement enclavés,  
par pays, moyenne 2000-2002**

Pays en développement enclavés	Marchandises et services en pourcentage du PIB			
	Commerce total	Exportations	Importations	Excédent/Déficit
Afghanistan	..	..	..	..
Arménie	72,6	25,6	47,0	-21,4
Azerbaïdjan	85,1	42,3	42,8	-0,6
Bhoutan	72,5	27,5	45,0	-17,5
Bolivie	46,4	19,8	26,6	-6,8
Botswana	92,9	56,2	36,7	19,6
Burkina Faso	37,1	10,3	26,8	-16,5
Burundi	34,5	9,3	25,2	-16,0
Ethiopie	45,6	15,3	30,3	-15,0
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	102,7	44,6	58,1	-13,5
Kazakhstan	100,5	51,6	49,0	2,6
Kirghizistan	84,3	40,5	43,8	-3,3
Lesotho	158,4	43,9	114,4	-70,5
Malawi	65,0	26,0	39,0	-13,0
Mali	68,8	29,1	39,7	-10,6
Mongolie	131,2	58,8	72,4	-13,6
Népal	51,5	20,6	30,9	-10,3
Niger	39,8	15,9	24,0	-8,1
Ouganda	37,8	11,4	26,4	-15,0
Ouzbékistan	60,5	30,1	30,4	-0,3
Paraguay	62,7	24,0	38,6	-14,6
Rép. centrafricaine	28,6	12,7	15,8	-3,1
Rép. dém. pop. lao	86,3	37,0	49,3	-12,2
Rép. de Moldova	127,9	51,1	76,7	-25,6
Rwanda	31,9	7,3	24,6	-17,3
Swaziland	149,5	67,6	81,9	-14,3
Tadjikistan	142,0	72,4	69,5	2,9
Tchad	78,2	16,4	61,7	-45,3
Turkménistan	201,7	99,5	102,2	-2,7
Zambie	53,9	23,9	30,0	-6,1
Zimbabwe	48,3	25,1	23,2	1,9
Pays sans littoral	81,0	37,7	43,3	-5,6

*Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED sur la base du Manuel de statistiques de la CNUCED, 2004.*

**Tableau 5. Structure du commerce de marchandises des pays en développement enclavés, par catégories de produits**

Pays	Flux commercial	Total	Tous articles alimentaires	Matières premières agricoles	Carburants	Minerais et métaux	Produits manufacturés	Non imputé
Arménie	Exportation	100	11,8	0,7	2,0	13,5	63,8	8,1
	Importation	100	17,5	1,0	14,0	3,1	60,5	3,9
Azerbaïdjan	Exportation	100	4,8	1,5	86,0	2,3	5,2	0,1
	Importation	100	11,7	1,0	11,3	1,9	74,0	0,1
Bhoutan	Exportation	..	13,3	1,7	41,9	3,1	39,9	..
	Importation	..	17,9	1,3	10,4	0,8	69,6	0,1
Bolivie	Exportation	100	29,6	2,0	30,1	17,7	16,1	4,5
	Importation	100	13,2	1,5	7,3	0,7	76,6	0,7
Botswana	Exportation	100	3,1	0,5	0,1	5,5	90,6	0,3
	Importation	100	13,9	0,8	6,7	2,0	71,4	5,2
Ethiopie	Exportation	100	62,0	25,9	0,0	0,7	11,4	0,1
	Importation	100	21,5	0,7	12,0	1,5	64,0	0,3
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Exportation	100	16,8	1,2	5,4	4,7	71,7	0,2
	Importation	100	14,1	1,6	14,1	1,7	49,0	19,6
Kazakhstan	Exportation	100	6,0	1,3	61,2	14,1	16,4	1,1
	Importation	100	8,0	0,9	11,1	1,6	78,3	0,1
Kirghizistan	Exportation	100	8,8	9,6	11,6	3,1	21,6	45,3
	Importation	100	12,8	1,7	25,3	2,9	57,2	0,2
Lesotho	Exportation	100	7,1	5,1	0,0	0,1	87,4	0,3
	Importation	100	23,1	0,8	7,7	0,8	62,4	5,1
Mali	Exportation	100	1,6	3,7	1,9	0,1	9,2	83,5
	Importation	100	16,2	0,7	21,9	0,7	60,3	0,2
Mongolie	Exportation	100	2,4	9,8	2,3	33,3	29,3	23,0
	Importation	100	14,4	0,6	19,9	0,5	64,5	0,0
Népal	Exportation	100	9,9	0,5	..	0,2	66,7	22,7
	Importation	100	11,7	3,5	15,2	2,8	45,6	21,3
Niger	Exportation	100	30,4	3,6	1,6	55,0	7,9	1,5
	Importation	100	33,5	4,3	16,9	1,2	44,0	0,0
Ouganda	Exportation	100	62,8	22,0	0,1	0,2	8,8	6,0
	Importation	100	16,2	2,0	13,7	1,3	66,7	0,1
Paraguay	Exportation	100	75,2	9,0	0,3	0,5	14,9	0,1
	Importation	100	12,3	1,1	16,7	1,2	68,7	0,0
Rép. centrafricaine	Exportation	100	2,7	27,9	0,1	20,2	49,0	0,1
	Importation	100	27,0	4,1	5,1	3,0	60,9	..
Rép. de Moldova	Exportation	100	58,3	5,0	0,6	2,8	33,3	0,2
	Importation	100	13,5	4,1	20,6	1,0	60,7	0,1
Rwanda	Exportation	100	52,3	7,3	6,8	23,3	10,3	..
	Importation	100	11,7	4,0	15,6	2,0	66,7	..
Swaziland	Exportation	100	14,6	7,9	0,7	0,2	76,4	0,2
	Importation	100	18,2	2,2	12,7	1,0	64,4	1,6
Tchad	Exportation	..	..	..	..	..	..	..
	Importation	..	24,3	0,6	17,9	0,6	56,1	0,5
Turkménistan	Exportation	100	0,3	9,9	81,0	0,4	6,9	1,5
	Importation	100	11,7	0,4	1,2	1,0	79,8	5,9
Zambie	Exportation	100	9,2	2,8	2,1	63,6	19,2	3,1
	Importation	100	13,9	1,6	7,1	1,6	75,0	0,7
Zimbabwe	Exportation	100	25,0	10,6	1,1	19,0	34,8	9,5
	Importation	100	11,1	1,9	8,3	2,3	75,9	0,5

Source: Manuel de statistiques de la CNUCED, 2004.

Note: Données 2003 ou données les plus récentes disponibles pour le pays concerné.



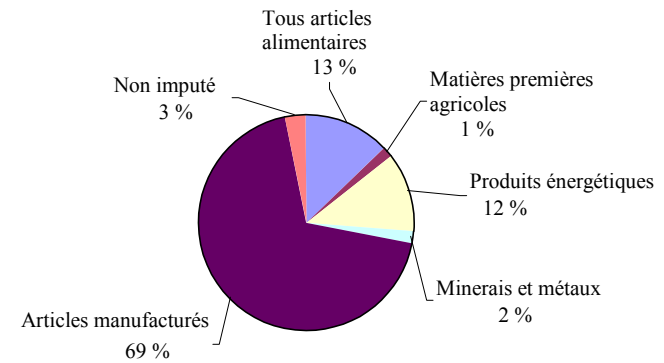
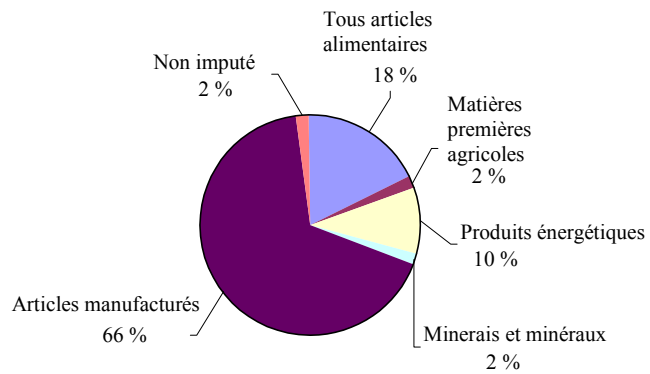
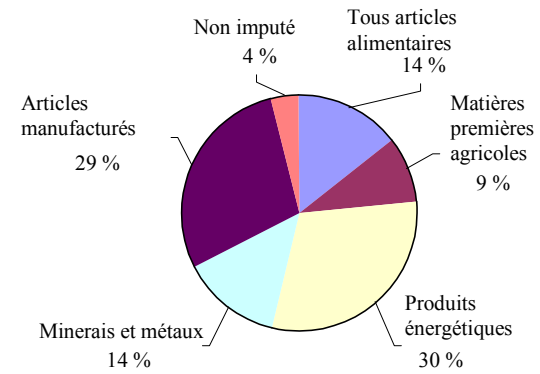
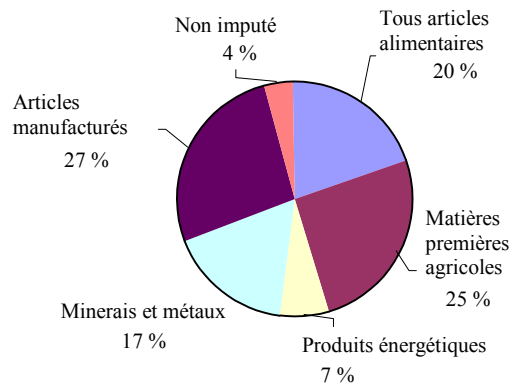
**Tableau 6. Part des principaux partenaires commerciaux des pays en développement enclavés, en pourcentage, 2003**

Pays	Exportations	Importations
Afghanistan	UE: 27,4; Etats-Unis: 27,1; Inde: 16,5; Pakistan: 13,4; Fédération de Russie: 2,8	Pakistan: 30,1; UE: 15,0; Rép. de Corée: 9,2; Japon: 7,7; Turkménistan: 5,4; Kenya: 4,6; Etats-Unis: 4,5; Fédération de Russie: 4,0
Arménie	UE: 44,8; Israël: 15,8; Fédération de Russie: 12,1; Rép. islamique d'Iran: 7,8; Etats-Unis: 6,3	UE: 30,6; Fédération de Russie: 11,6; Israël: 11,3; Etats-Unis: 9,5; Rép. islamique d'Iran: 8,8; Emirats arabes unis: 5,4; Ukraine: 4,6
Azerbaïdjan	UE: 58,3; Rép. tchèque: 11,4; Turquie: 5,9; Géorgie: 4,5; Fédération de Russie: 4,5	UE: 31,0; Fédération de Russie: 15,5; Turquie: 12,0; Chine: 7,8; Ukraine: 5,4; Etats-Unis: 4,6; Kazakhstan: 4,3
Bolivie	Brsil: 37,0; Venezuela: 12,9; Colombie: 12,0; Etats-Unis: 11,6; UE: 5,6; Pérou: 5,1	Brsil: 25,2; Argentine: 22,4; Etats-Unis: 12,0; Chili: 9,3; UE: 9,1; Pérou: 5,8
Burkina Faso	UE: 18,5; Singapour: 13,0; Chine: 11,8; Thaïlande: 7,9; Inde: 6,1; Ghana: 5,3; Colombie: 5,3	UE: 48,8; Côte d'Ivoire: 14,6; Togo: 9,0; Sénégal: 3,8
Burundi	Suisse: 32,0; UE: 28,5; Rwanda: 5,7; Ouganda: 2,0; Etats-Unis: 1,6	UE: 31,6; Kenya: 14,4; Rép.-Unie de Tanzanie: 11,7; Ouganda: 5,9; Zambie: 5,2; Inde: 4,4; Japon: 4,3; Chine: 4,2
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	UE: 68,4; Serbie-et-Monténégro: 37,9; Croatie: 6,9; Etats-Unis: 6,1; Turquie: 2,6; Slovénie: 2,4; Bosnie-Herzégovine: 2,3; Bulgarie: 2,2; Albanie: 2,0	UE: 51,2; Serbie-et-Monténégro: 9,2; Slovénie: 7,9; Bulgarie: 7,4; Turquie: 6,0; Croatie: 3,4; Hongrie: 2,4
Ethiopie	UE: 31,1; Djibouti: 13,4; Arabie saoudite: 7,0; Japon: 6,8; Etats-Unis: 5,1	Arabie saoudite: 24,1; UE: 20,1; Etats-Unis: 17,0; Chine: 6,4; Inde: 3,9
Kazakhstan	Bermudes: 17,0; UE: 15,3; Fédération de Russie: 15,2; Suisse: 13,0; Chine: 12,8; Ukraine: 3,3; Rép. islamique d'Iran: 3,2	Fédération de Russie: 39,0; UE: 24,5; Chine: 6,2; Etats-Unis: 5,6; Ukraine: 3,9
Kirghizistan	Emirats arabes unis: 24,8; Suisse: 20,3; Fédération de Russie: 16,7; Kazakhstan: 9,8; Canada: 5,3; Chine: 4,0; Tadjikistan: 3,2; UE: 3,0; Ouzbékistan: 2,8	Fédération de Russie: 24,7; Kazakhstan: 24,0; UE: 11,2; Chine: 10,2; Etats-Unis: 6,7; Ouzbékistan: 5,5; Turquie: 3,7
Malawi	UE: 32,2; Afrique du Sud: 23,3; Etats-Unis: 13,5; Egypte: 5,7; Japon: 4,6	Afrique du Sud: 53,7; UE: 10,6; Inde: 4,9; Rép.-Unie de Tanzanie: 3,8; Zambie: 3,6
Mali	UE: 27,0; Thaïlande: 14,0; Chine: 12,0; Inde: 7,8; Bangladesh: 6,1; Maurice: 3,9; Tunisie: 3,4	UE: 28,5; Sénégal: 7,7; Côte d'Ivoire: 7,1; Afrique du Sud: 2,7; Chine: 2,5; Togo: 2,3
Mongolie	Chine: 46,2; Etats-Unis: 23,2; UE: 7,3; Fédération de Russie: 6,7; Singapour: 5,7; Australie: 5,6	Fédération de Russie: 33,1; Chine: 21,5; UE: 10,8; Corée: 8,4; Japon: 7,9
Népal	Inde: 50,6; Etats-Unis: 26,1; UE: 14,4	Inde: 22,9; Chine: 13,5; Emirats arabes unis: 12,5; UE: 9,6; Singapour: 7,1; Arabie saoudite: 5,5; Koweït: 4,6; Corée: 3,4
Niger	UE: 47,2; Nigéria: 28,7; Japon: 17,2; Ghana: 2,1	UE: 27,5; Côte d'Ivoire: 13,9; Chine: 10,5; Nigéria: 7,7; Etats-Unis: 5,5; Japon: 4,9
Ouganda	UE: 26,6; Kenya: 14,7; Suisse: 13,7; Afrique du Sud: 5,6; Rwanda: 3,9; Congo: 2,7	Kenya: 26,1; UE: 18,7; Inde: 7,4; Afrique du Sud: 7,2; Japon: 6,6; Emirats arabes unis: 5,9; Etats-Unis: 5,7; Chine: 5,1

Pays	Exportations	Importations
Ouzbékistan	Fédération de Russie: 22,4; UE: 14,1; Chine: 9,3; Ukraine: 7,5; Tadjikistan: 6,2; Bangladesh: 4,7; Turquie: 4,6; Japon: 4,3; Kazakhstan: 0,2; Etats-Unis: 4,1; Corée: 3,7	Fédération de Russie: 22,3; UE: 19,5; Etats-Unis: 11,4; Corée: 11,0; Chine: 6,5; Turquie: 6,1; Kazakhstan: 6,1; Ukraine: 3,7; Tadjikistan: 3,0
Paraguay	Brésil: 34,2; Uruguay: 19,6; Suisse: 7,8; UE: 6,9; Argentine: 5,3; Etats-Unis: 3,6	Brésil: 32,4; Argentine: 21,6; Chine: 12,7; UE: 8,2; Etats-Unis: 3,8; Japon: 3,5; Uruguay: 3,2
Rép. centrafricaine	UE: 76,7; Indonésie: 6,7; Congo: 3,0	UE: 36,5; Cameroun: 9,4; Etats-Unis: 5,4; Congo: 3,6; Oman: 2,2; Tchad: 2,1
Rép. de Moldova	Fédération de Russie: 39,0; UE: 23,4; Roumanie: 11,4; Ukraine: 7,1; Bélarus: 5,2; Etats-Unis: 4,3	UE: 28,4; Ukraine: 22,0; Fédération de Russie: 13,0; Roumanie: 7,0; Bélarus: 3,6; Kazakhstan: 3,4; Turquie: 3,4
Rép. dém. pop. lao	UE: 26,3; Thaïlande: 20,8; Viet Nam: 15,9; Chine: 2,2	Thaïlande: 59,3; Chine: 12,8; Viet Nam: 10,2; UE: 5,6; Singapour: 2,6
Rwanda	Indonésie: 39,4; UE: 11,0; Chine: 4,2; Hong Kong: 2,5	UE: 25,2; Kenya: 23,4; Ouganda: 6,3; Afrique du Sud: 3,3; Congo: 2,5
Tadjikistan	UE: 28,4; Turquie: 24,4; Lettonie: 9,9; Suisse: 9,7; Ouzbékistan: 8,5; Fédération de Russie: 6,6; Rép. islamique d'Iran: 6,5	Fédération de Russie: 20,2; Ouzbékistan: 15,1; Kazakhstan: 10,9; Ukraine: 7,1; Azerbaïdjan: 7,1; UE: 5,9; Roumanie: 4,4; Turkménistan: 3,6; Turquie: 3,3; Kirghizistan: 3,1
Tchad	UE: 47,1; Etats-Unis: 25,2; Maroc: 4,6; Rép. centrafricaine: 3,4	UE: 48,7; Etats-Unis: 20,7; Cameroun: 14,6; Arabie saoudite: 3,5
Turkménistan	Ukraine: 39,2; UE: 19,5; Rép. islamique d'Iran: 14,7; Turquie: 6,5; Emirats arabes unis: 2,8; Afghanistan: 2,1	Fédération de Russie: 21,5; Ukraine: 15,2; UE: 11,0; Turquie: 9,4; Emirats arabes unis: 7,6; Chine: 4,2; Rép. islamique d'Iran: 3,7; Kazakhstan: 3,1
Zambie	UE: 35,2; Afrique du Sud: 21,6; Tanzanie: 13,9; Suisse: 8,1; Congo: 3,9; Inde: 3,6	Afrique du Sud: 48,3; UE: 14,2; Zimbabwe: 12,8; Emirats arabes unis: 4,3
Zimbabwe	UE: 17,1; Zambie: 6,3; Afrique du Sud: 6,1; Chine: 5,3; Japon: 4,4	Afrique du Sud: 51,3; UE: 10,1; Congo: 6,1; Mozambique: 2,5; Etats-Unis: 2,2

Source: *Annuaire de la Direction des statistiques commerciales* (DOTS), FMI, 2004.

**Graphique 1. Structure des exportations et des importations de marchandises des pays en développement enclavés, 1993 et 2002**



Source: Manuel de statistiques de la CNUCED, 2004.

## Documents de référence

Les contraintes développementales spécifiques que rencontrent les pays en développement sans littoral ont récemment suscité un intérêt renouvelé dans la communauté universitaire et scientifique. Comme le présent rapport porte en particulier sur les questions liées au commerce extérieur de ces pays, quelques publications récentes qui analysent la situation des pays en développement enclavés dans une perspective plus large sont indiquées ci-après.

- Carcamo-Diaz R., Towards development in landlocked countries. Cepal Serie macroeconomia del desarrollo No. 29. Santiago, 2004.
- Coulibaly S. et Fontagné L., South-South Trade: Geography Matters. Communication présentée à la quatrième Conférence du Groupe européen d'études commerciales (ETSG), Kiel, 13-15 septembre 2002.
- Faye M. L. *et al.* The challenges facing landlocked developing countries. *Journal of Human Development*, vol. 5, No. 1, March 2004.
- Hodder D., Lloyd S. J. and McLachlan K. (eds.). Land-locked states of Africa and Asia. London, Portland, 1998.
- MacKellar L., Wörgötter A. and Wörz J. Economic Development Problems of Landlocked Countries. Transition Economics Series, No. 14. Vienna, *Institute of Advanced Studies*.
- Raballand G. Determinants of the negative impact of being landlocked on trade: An empirical investigation through the Central Asian case. *Comparative Economic Studies*, 2003, 45, 520-536.
- Snow T *et al.* Country case studies on the challenges facing landlocked developing countries. PNUD, Etudes nationales thématiques, HDR 2003.
- Venables A. J. and Limao N. Geographical disadvantage: A Heckscher-Ohlin-von-Thunen model of international specialisation. *Journal of International Economics*, 58 (2002), 239-263.
- Venables A. J. and Limao N. Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs and trade. *World Bank Economic Review*, 15, (2001), 451-479.

-----